

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240517-8777-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/05/2024
Date de réception préfecture : 23/05/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MAI 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.

ST NICOLAS/ST LAURENT Conventions financières
Carsat Hauts-de-France - Pas-de-Calais habitat
"Soutien à l'autonomie des locataires du parc social 2023"

Direction politique clients et solidarités et Direction du territoire d'Arras

Rapporteur : Mme [REDACTED]

I - CONTEXTE

Pas-de-Calais habitat mène, dans le cadre de sa politique générale, des actions en faveur des seniors. Le vieillissement de la population et la volonté des seniors de rester à domicile invitent l'Office à adapter son parc de logements aux besoins spécifiques du grand âge (douches, équipements P.M.R. intérieurs et extérieurs...).

La qualité du logement et de l'environnement immédiat participe au maintien de l'autonomie des personnes âgées.

Pour répondre à ce défi majeur, la Carsat Hauts-de-France déploie une offre de services multidimensionnelle intégrant le financement de l'adaptation des logements individuels mais également la mise en œuvre d'actions visant à l'accompagnement des locataires seniors quant aux risques liés au vieillissement (repérage des fragilités, sensibilisation, prévention, ...).

C'est dans ce contexte que Pas-de-Calais habitat a répondu à l'appel à projet de la CARSAT Hauts-de-France en 2023 intitulé « Soutien à l'autonomie des locataires dans le parc social » et a été lauréat sur deux volets : accompagnement social et installation d'équipements techniques de niveau 1.

L'accompagnement social se matérialise par la mise en place d'un service de courtoisie qui permet de rencontrer le locataire de + de 55 ans, de recenser son besoin (adaptation, mise en relation avec des partenaires locaux, suivi social). Ce besoin est ensuite partagé avec les acteurs locaux en charge du maintien à domicile et permet d'accompagner le locataire dans ses démarches et son changement de situation si nécessaire.

Ce service de courtoisie est déployé dans les communes de Saint-Nicolas-lez-Arras et Saint-Laurent-Blangy auprès de 78 locataires, titulaires d'un bail hors QPV.

L'installation d'aides techniques de niveau 1 (une barre de maintien dans les toilettes, un réhausseur de toilettes, un détecteur de monoxyde de carbone et un chemin lumineux à détecteurs de présence) correspond au deuxième volet de l'appel à projet CARSAT Hauts-de-France. Ces équipements favorisent et améliorent la vie au quotidien dans la prévention du maintien à domicile.

II - LES PRINCIPES DE L'ACCORD

L'accord de partenariat a pour objet de mettre en place d'identifier les locataires de + de 55 ans résidant sur les communes de St Nicolas-lez-Arras et St Laurent Blangy, de recenser leurs besoins d'ordre technique ou social non prises en charge ou solutionnées.

Rôle des parties :

I – Sur le volet Accompagnement social :

Pas-de-Calais habitat :

- Réalise le Service de courtoisie pour les 78 logements répondant aux critères de l'appel à projet CARSAT Hauts-de-France et recense les besoins du locataire,
- Partage les situations rencontrées en comité technique avec les partenaires locaux mobilisés pour la proposition de plans d'accompagnement,
- Organise un forum en lien avec les partenaires locaux en charge de la thématique du vieillissement dans le cadre de la Semaine Bleue,
- Est en charge du suivi administratif et financier et de l'évaluation du dispositif,

- Fait connaître l'apport financier de la Carsat Hauts-de-France lors de toute la communication écrite et orale relative au projet.

Le montant de la subvention sur ce volet est de 8 328 €.

II - Sur le volet Installations d'aides techniques

Pas-de-Calais habitat :

- Procède à la réalisation du projet conformément au dossier présenté à la Carsat Hauts-de-France, qui comporte notamment les documents stratégiques, techniques et budgétaires s'y rapportant,
- Accompagne les retraités bénéficiaires jusqu'à la fin des travaux dans le cadre de leur projet de vie à domicile par le service de courtoisie,
- Alimente les outils mis à disposition par la Carsat Hauts-de-France pour assurer le suivi des travaux ayant fait l'objet d'un financement par la Carsat Hauts-de-France,
- Ne réclame pas au bénéficiaire une participation au titre de l'ingénierie technique et ne répercute pas le coût des travaux sur le loyer,
- Déploie les moyens nécessaires au recensement des logements adaptés à la perte d'autonomie au sein de son parc,
- Respecte le délai de paiement convenu avec les prestataires intervenant dans le cadre du présent projet,
- Former son personnel à la question du vieillissement, (une formation AFPOLS est délivrée en mai 2024).

Le montant de la subvention sur ce volet est de 39 000€.

La CARSAT Hauts-de-France sur les deux volets :

- Apporte un accompagnement sur la mise en œuvre et le déploiement de l'action aux équipes dans le cadre des comités techniques,
- Favorise les synergies entre Pas-de-Calais habitat et les partenaires de la CARSAT Hauts-de-France sur le territoire concerné dans le cadre du projet,
- Est relais de communication à destination des partenaires et des publics pour la promotion du projet en lien avec Pas-de-Calais habitat.

Le projet est mis en œuvre du 1er juin 2024 au 30 septembre 2025.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute autre personne habilitée, à fixer définitivement les clauses charges et conditions des conventions financières (mise en œuvre et adaptation) et à les signer entre la CARSAT Hauts-de-France et Pas-de-Calais habitat.

Décision adoptée à l'unanimité

Convention financière – Adaptation des logements

Carsat Hauts-de-France – Pas-de-Calais Habitat

« Soutien à l'autonomie des locataires du parc social 2023 »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Hauts-de-France,
ayant son siège à Villeneuve d'Ascq, 11, Allée Vauban,
représentée par sa Directrice Adjointe Maladie, Madame [REDACTED],
ci-après dénommée « la Carsat Hauts-de-France »

d'une part,

ET

Pas-de-Calais habitat, Office Public de l'Habitat,
ayant son siège à Arras, 4 avenue des Droits de l'Homme CS 20926,
représenté par son Directeur Général, Monsieur Bruno FONTALIRAND,
ci-après dénommé « Pas-de-Calais habitat »,

d'autre part,

« Pas-de-Calais habitat » et « la Carsat Hauts-de-France » étant désignés collectivement
les « parties ».

- Vu la demande formulée par le bailleur en date du 10 août 2023
- Vu la circulaire CNAV n°2020-11 du 10 février 2020 relative à l'offre de l'assurance retraite pour prévenir la perte d'autonomie des locataires du parc social,
- Vu la délibération de la Commission des Affaires Sanitaires et Sociales de la Carsat Hauts-de-France en date du 5 octobre 2023,
- Vu l'approbation de l'antenne interrégionale de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale en application des articles L 151-1 et R151-1 du code de la Sécurité Sociale,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

La qualité du logement et de l'environnement immédiat participe au maintien de l'autonomie des personnes âgées et représente une condition du bien vieillir à domicile. Les personnes âgées doivent avoir le choix du modèle d'habitat qui réponde à leurs besoins et être en capacité de se mouvoir en toute sécurité dans leur environnement pour être et rester autonomes.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a pour objectif d'anticiper les conséquences du vieillissement de la population et d'inscrire cette période de vie dans un parcours répondant le plus possible aux attentes des personnes en matière de logement, de transports, de vie sociale et citoyenne. La loi donne la priorité à l'accompagnement à domicile afin que les personnes âgées puissent vieillir chez elles dans de bonnes conditions. Dans ce cadre, la loi consacre ainsi un volet à l'adaptation de l'urbanisme et de l'habitat qui constitue un enjeu majeur.

En France, 6 % du parc de logements (social et privé) est adapté aux personnes âgées de plus de 65 ans et près de 2 millions de logements nécessiteraient, du fait de l'âge de leurs occupants, des travaux d'adaptation.

Avec environ 38% du parc occupé par au moins une personne de 60 ans et plus (34% en 2018) à l'échelle régionale, la question du vieillissement est une réalité à laquelle le secteur du logement social est confronté quotidiennement.

Pour rendre possible et effective la priorité du maintien à domicile, l'adaptation des logements et le développement d'une offre diversifiée apparaissent impérative. Au-delà de ces enjeux patrimoniaux, les bailleurs sociaux par ailleurs sont déjà très mobilisés au service de leurs locataires âgés et retraités, grâce à la mise en place de dispositifs innovants permettant d'apporter des réponses pour lutter contre l'isolement et répondre aux difficultés de la vie quotidienne.

Pour répondre à ce défi majeur au sein de la région Hauts-de-France, la Carsat Hauts-de-France déploie une offre de services multidimensionnelle intégrant la sensibilisation des retraités par des campagnes d'informations ou des ateliers de prévention, le financement de l'adaptation des logements individuels ou le soutien au développement des lieux de vie collectifs. Cette offre favorise le parcours résidentiel des retraités en répondant aux besoins des retraités qui souhaitent d'une part vivre le plus longtemps possible à domicile, et d'autre part accéder à des logements intermédiaires offrant un cadre de vie confortable et sécurisant.

Dans ce cadre, la Carsat Hauts-de-France en lien avec les orientations de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse soutient les bailleurs sociaux afin de développer des dispositifs innovants permettant de répondre aux difficultés de la vie quotidienne des personnes âgées.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités juridiques et financières de l'attribution de la subvention par la Carsat Hauts-de-France à Pas-de-Calais habitat, pour la réalisation de travaux d'adaptation de niveau 1 de 78 logements, dans les communes de Saint-Laurent-Blangy et Saint Nicolas Les Arras, dans le département du Pas-de-Calais (62).

Article 2 : Aide financière accordée au titre de l'action sociale de l'Assurance retraite

La Carsat Hauts-de-France accorde une aide financière maximale de **39 000 euros** (TRENTENEUF MILLE EUROS), sous la forme d'une subvention d'investissement, pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1.

Article 3 : Engagements du bailleur

Pas-de-Calais habitat s'engage à utiliser le financement de la Carsat Hauts-de-France conformément à l'objet pour lequel il a été accordé dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit au travail, etc.) étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers. Il s'engage en particulier :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution,
- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République,
- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public

Article 3.1 – Quant à la définition du projet

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Vérifier les conditions d'éligibilité des bénéficiaires potentiels aux aides de l'Assurance retraite,
- Effectuer l'évaluation technique des logements avec ou sans l'appui d'un ergothérapeute,
- Elaborer la liste des travaux,
- Evaluer les coûts du projet.

Les frais inhérents à la définition du projet sont à sa charge.

Article 3.2 – Quant à la réalisation du projet

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Procéder à la réalisation du projet conformément au dossier présenté à la Carsat Hauts-de-France, qui comporte notamment les documents stratégiques, techniques et budgétaires s'y rapportant,
- Accompagner les retraités bénéficiaires jusqu'à la fin des travaux dans le cadre de leur projet de vie à domicile,
- Loger en priorité des personnes retraitées de 55 ans et plus,
- Mobiliser les dispositifs fiscaux en vigueur, notamment le dispositif de dégrèvement à la TFPB (si celui-ci est mobilisable sur le territoire) et à les faire apparaître dans le budget prévisionnel,
- Alimenter les outils mis à disposition par la Carsat Hauts-de-France pour assurer le suivi des travaux ayant fait l'objet d'un financement par la Carsat Hauts-de-France,
- Ne pas réclamer au bénéficiaire une participation au titre de l'ingénierie technique et ne pas répercuter le coût des travaux sur le loyer,
- Déployer les moyens nécessaires au recensement des logements adaptés à la perte d'autonomie au sein de son parc,
- Respecter le délai de paiement convenu avec les prestataires intervenant dans le cadre du présent projet.

Les travaux visés au préambule ne doivent pas avoir débuté avant le 10 août 2023.

Le projet devra commencer au plus tard dans un délai d'un an à partir de la signature de la convention.

Le projet devra être terminé au plus tard le 30 septembre 2025.

A défaut d'une demande de report dûment justifiée par le bailleur et acceptée par la Carsat Hauts-de-France, les dispositions de l'article 11.3 de la convention.

Article 3.3 – Quant à la qualité du projet

Pendant toute la durée de la présente convention, Pas-de-Calais habitat s'engage à favoriser la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives de prévention.

Ainsi, conformément aux engagements pris lors de la demande d'aide financière, Pas-de-Calais habitat s'engage pour les locataires pour lesquels des travaux d'adaptation ont été financées par la Carsat Hauts-de-France, sur le périmètre de l'action financée, à :

- Former son personnel à la question du vieillissement,
- Déployer un dispositif de repérage des locataires fragilisés et à les orienter vers les partenaires compétents,
- Informer, sensibiliser les locataires quant à la prévention des risques liés au vieillissement,

- Développer le lien avec les acteurs contribuant au « bien vieillir » sur le territoire,
- Mettre en œuvre et/ou orienter les locataires vers des ateliers de prévention et/ou de maintien du lien social.

Article 3.4 – Quant à l’occupation du logement

Pas-de-Calais habitat s’engage à favoriser l’occupation des logements ayant fait l’objet d’un financement de la Carsat Hauts-de-France par des personnes retraitées.

Dans le cadre d’une réattribution du logement ayant fait l’objet d’un financement de la Carsat Hauts-de-France, après départ du locataire ou dans le cadre d’un logement vacant lors de la réalisation de travaux d’adaptation, Pas-de-Calais habitat devra mettre en œuvre les meilleurs moyens pour que ces logements soient occupés par des personnes retraitées.

Ainsi, pour tous les logements non vacants, Pas-de-Calais habitat s’engage à transmettre dès le démarrage des travaux, les attestations de demande de travaux signées par les locataires ou les occupants concernés afin de confirmer l’éligibilité des logements au dispositif. Pour les logements dont les travaux ont débuté avant la demande d’aide financière, Pas-de-Calais habitat devra transmettre une attestation de travaux en cours ou de fin de travaux signés par les locataires ou les occupants concernés confirmant l’éligibilité des logements au dispositif.

En cas de contrôle, Pas-de-Calais habitat devra à nouveau justifier le respect de cet engagement par la transmission d’attestations signées par les locataires ou les occupants concernés par les travaux afin de confirmer l’occupation effective des logements par le public visé.

Article 3.5 – Quant à la publicité du projet : informations obligatoires

Pas-de-Calais habitat s’engage à prendre les dispositions utiles en termes de communication, afin d’informer le public et les partenaires institutionnels de l’attribution de l’aide financière de la Carsat Hauts-de-France, notamment en apposant le logo de la Carsat Hauts-de-France sur les différents supports. Il s’engage également à suivre les bonnes pratiques de communication détaillés en annexe de cette convention.

Les documents de cette communication devront être transmis par Pas-de-Calais habitat à la Carsat Hauts-de-France.

Article 3.6 – Quant aux modalités de paiement

Pas-de-Calais habitat s’engage à transmettre les documents suivants pour le versement :

- D’un premier acompte égale à 60% du montant de l’aide accordée, soit 23 400 euros **(VINGT TROIS MILLE QUATRE CENTS EUROS)** :
 - A réception de la convention de financement signée par les deux parties
 - Du solde du montant de l’aide accordée (40%), soit 15 600 euros **(QUINZE MILLE SIX CENT EUROS)**

- Budget réalisé, daté et signé par le bailleur, la valorisation de la main d'œuvre des travaux réalisés en régie devant être différenciée le cas échéant ;
- Justificatif du bénéfice du dégrèvement de la TFPB si obtenu au moment de la demande du solde de la subvention ;
- Bordereau récapitulatif des travaux effectués par corps d'état daté et signé par le bailleur ;
- Attestation signée par le bailleur social (maitre d'ouvrage) indiquant la date de réception des travaux et précisant que ceux-ci n'ont pas donné lieu à des réserves de nature à empêcher la jouissance paisible des logements ;
- Tableau de suivi ou outil mis à disposition par la Cnav complété trimestriellement lisant les logements adaptés ayant fait l'objet d'un financement de la Carsat Hauts-de-France avec les informations permettant l'identification du logement.

Les données quantitatives seront transmises en respectant les échéances suivantes :

- Le 1er juillet les données des actions mises en place entre le 1er avril et le 30 juin,
- Le 1er octobre les données des actions mises en place entre le 1er juillet et le 30 septembre,
- Le 1er janvier les données des actions mises en place entre le 1er octobre et le 31 décembre,
- Le 1er avril les données des actions mises en place entre le 1er janvier et le 31 mars.

Et ce pendant, toute la durée du projet.

La participation financière de la Carsat Hauts-de-France est versée directement à Pas-de-Calais habitat et celui-ci s'engage à l'utiliser pour le règlement des factures correspondantes aux travaux financés.

Article 3.7 – Quant à la conservation des pièces

Pas-de-Calais habitat s'engage à conserver pendant 10 ans à compter du versement du solde de la subvention, tous les documents se rapportant aux logements ayant fait l'objet d'un financement de la Carsat Hauts-de-France, notamment les factures liées à la réalisation des travaux (à défaut, si travaux réalisés en régie, factures relatives aux matériaux et valorisation des moyens humains en ETP) pour contrôle du bordereau récapitulatif des dépenses.

Ces documents pourront être contrôlés, à tout moment par la Carsat Hauts-de-France sur demande ou au siège de Pas-de-Calais habitat à partir de la réalisation effective des travaux.

Les attestations de demande de travaux signés par les locataires ou les occupants concernés (précisant le nom et le prénom de l'occupant, le statut de retraité, la date de naissance du locataire et/ou de l'occupant concerné par les travaux, les informations permettant l'identification du logement) seront transmises à la Carsat Hauts-de-France par Pas-de-Calais habitat via l'application sécurisée SELF lors du démarrage des travaux. Pour les logements dont les travaux ont débuté avant la demande d'aide financière, le bailleur devra transmettre une attestation de travaux en cours ou de fin de travaux signés par les

locataires ou les occupants concernés confirmant l'éligibilité des logements au dispositif.

La Carsat Hauts-de-France sera chargée de la conservation des attestations. Pas-de-Calais habitat s'engage à détruire les attestations 6 mois après leur envoi à la Caisse de retraite de rattachement de la personne concernée.

La Carsat Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à :

- Des contrôles administratifs et comptables auprès du bailleur,
- Des contrôles techniques des logements des bénéficiaires au regard des travaux financés,

Pas-de-Calais Habitat s'engage à ne pas s'opposer aux contrôles sur place ou sur pièce.

Article 4 – Engagements de la Carsat Hauts-de-France

Le comptable chargé du paiement de l'aide financière prévue à l'article 2 de la présente convention est Madame la Directrice comptable et financière de la Carsat Hauts-de-France.

Les fonds seront versés par virement sur le compte ouvert au nom de Pas-de-Calais habitat :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clef	Domiciliation
Caisse des Dépôts	40031	00001	0000118686F	17	SIEGE SOCIAL

Article 5 – Révision de l'aide

Si le nombre de logements ayant fait l'objet d'une adaptation est inférieur au nombre mentionné au préambule de la convention, la Carsat Hauts-de-France se réserve le droit de recalculer l'aide financière en tenant compte du montant maximal de la subvention fixée par logement.

Article 6 – Restitution de l'aide financière

La Carsat Hauts-de-France se réserve le droit de demander la restitution de tout ou partie des sommes allouées si Pas-de-Calais habitat :

- Ne réalise pas le projet visé au préambule de la présente convention,
- Ne réalise pas le projet conformément au dossier présenté à la Carsat Hauts-de-France,
- N'a pas achevé la réalisation du projet ou n'a pas transmis les justificatifs prévus à l'article 3.6 avant le 31 octobre 2025, et s'il ne formule pas de demande de report motivée en ce sens,
- Ne respecte pas les engagements énoncés à l'article 3 de la présente convention.

Article 7 – Protection des données à caractère personnel

Les parties se conforment au règlement général sur la protection des données (RGPD – règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et à la loi Informatique et Libertés modifiée (n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

La coresponsabilité implique l'établissement d'un accord de responsabilité distincte de traitement annexé à cette convention.

Les parties conviennent que la responsabilité de chacune pourra être engagée en cas de préjudice résultant d'une violation des dispositions relatives à la protection des données, qu'elles qu'en soient la nature et le montant.

Article 8 – Droit de cession

Toute cession à un tiers des droits et obligations issus de la présente convention nécessite l'accord préalable du conseil d'administration de la Carsat Hauts-de-France.

En cas d'accord, un avenant à la présente convention sera conclu avec le nouveau bénéficiaire.

Article 9 – Demande de dérogation

Toute demande de dérogation dument motivée à l'une des dispositions énoncées par la présente convention doit être adressée à la Carsat Hauts-de-France par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Après examen des motifs invoqués par Pas-de-Calais habitat, la Carsat Hauts-de-France fera connaître sa décision dans le délai maximal de quatre mois suivant la réception de la demande, étant précisé que l'absence de réponse dans ce délai ne saurait valoir acceptation de la demande.

Article 10 – Responsabilités - assurances

Les activités de Pas-de-Calais habitat sont placées sous sa responsabilité exclusive.

Pas-de-Calais habitat devra souscrire tout contrat d'assurance de façon que la responsabilité de la Carsat Hauts-de-France ne puisse être recherchée ni engagée.

Pas-de-Calais habitat devra avoir la capacité de produire à tout moment à la Carsat Hauts-de-France les attestations d'assurances correspondantes.

Article 11 – Gestion de la convention

Article 11.1 – Durée et date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. La convention doit être signée et retournée à la Carsat Hauts-de-France par le bailleur.

La présente convention deviendra caduque 10 ans après la date de signature de la convention.

Article 11.2 – Modification des documents conventionnels

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

Article 11.3 – Résiliation de la convention en cas du non-respect par le bailleur des engagements visés à l'article 3

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 11.4 – Règlement des différends

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de la convention ou dont la convention fait l'objet sera soumis à la juridiction compétente.

Fait en trois exemplaires originaux

A Villeneuve d'Ascq, le

Pour Pas-de-Calais habitat

Le Directeur Général

Pour la Carsat Hauts-de-France

La Directrice Adjointe Maladie

Bruno FONTALIRAND



ANNEXE 1 : BIEN COMMUNIQUER EN PRATIQUE

Sur les réseaux sociaux

Notre organisme est présent sur LinkedIn et Twitter. Il vous revient de mentionner la Carsat Hauts-de-France lors de vos publications en utilisant @Carsat Hauts-de-France et d'indiquer l'apport de la Carsat Hauts-de-France sur votre projet de manière précise.

Auprès des journalistes

Lors d'une prise de parole auprès de la presse, il vous revient :

- D'avertir la Carsat Hauts-de-France de vos actions de communication (inaugurations, conférences et communiqués de presse, interviews...) sous un délai raisonnable
- De solliciter la validation des supports par la Carsat Hauts-de-France (respect de la charte graphique, respect des modalités de valorisation du partenariat...)
- De solliciter la Carsat Hauts-de-France pour une éventuelle prise de parole conjointe (Le cas échéant, pour une représentation officielle lors de votre événement).

Convention financière de mise en œuvre des actions de prévention

Carsat Hauts-de-France – Pas-de-Calais Habitat

« Soutien à l'autonomie des locataires du parc social 2023 »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Hauts-de-France,
ayant son siège à Villeneuve d'Ascq, 11, Allée Vauban,
représentée par sa Directrice Adjointe Maladie, Madame [REDACTED]
ci-après dénommée « la Carsat Hauts-de-France »

d'une part,

ET

Pas-de-Calais habitat, Office Public de l'Habitat,
ayant son siège à Arras, 4 avenue des Droits de l'Homme CS 20926,
représenté par son Directeur Général, Monsieur Bruno FONTALIRAND,
ci-après dénommé « Pas-de-Calais habitat »,

d'autre part,

« Pas-de-Calais habitat » et « la Carsat Hauts-de-France » étant désignés collectivement les
« parties ».

- Vu la demande formulée par Pas-de-Calais habitat en date du 10 août 2023 ;
- Vu la circulaire CNAV n°2020-11 du 10 février 2020 relative à l'offre de l'assurance retraite pour prévenir la perte d'autonomie des locataires du parc social,
- Vu la délibération de la Commission des Affaires Sanitaires et Sociales de la Carsat Hauts-de-France en date du 5 octobre 2023,
- Vu l'approbation de l'antenne interrégionale de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale en application des articles L 151-1 et R151-1 du code de la Sécurité Sociale

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

La qualité du logement et de l'environnement immédiat participe au maintien de l'autonomie des personnes âgées et représente une condition du bien vieillir à domicile. Les personnes âgées doivent avoir le choix du modèle d'habitat qui réponde à leurs besoins et être en capacité de se mouvoir en toute sécurité dans leur environnement pour être et rester autonomes.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a pour objectif d'anticiper les conséquences du vieillissement de la population et d'inscrire cette période de vie dans un parcours répondant le plus possible aux attentes des personnes en matière de logement, de transports, de vie sociale et citoyenne. La loi donne la priorité à **l'accompagnement à domicile** afin que les personnes âgées puissent vieillir chez elles dans de bonnes conditions. Dans ce cadre, la loi consacre ainsi un volet à l'adaptation de l'urbanisme et de l'habitat qui constitue un enjeu majeur.

Avec environ 38% du parc occupé par au moins une personne de 60 ans et plus (34% en 2018) à l'échelle régionale, la question du vieillissement est une réalité à laquelle le secteur du logement social est confronté quotidiennement.

Pour rendre possible et effective la priorité du maintien à domicile, l'adaptation des logements et le développement d'une offre diversifiée apparaissent impérative. Au-delà de ces enjeux patrimoniaux, les bailleurs sociaux par ailleurs sont déjà très mobilisés au service de leurs locataires âgés et retraités, grâce à la mise en place de dispositifs innovants permettant d'apporter des réponses pour lutter contre l'isolement et répondre aux difficultés de la vie quotidienne.

Pour répondre à ce défi majeur au sein de la région Hauts de France, la Carsat Hauts-de-France déploie une offre de services multidimensionnelle intégrant le financement de l'adaptation des logements individuels mais également la mise en œuvre d'actions visant à l'accompagnement des locataires seniors quant aux risques liés au vieillissement et au maintien à domicile (repérage des fragilités, sensibilisation, prévention, ...).

Article 1 : Objet de la convention

Le projet vise le déploiement d'un « service de courtoisie » à destination des 94 locataires des communes de Saint Laurent Blangy et Saint Nicolas les Arras.

Déjà expérimenté sur 25 logements, ce service a pour objectif de détecter les fragilités des seniors concernés afin de pouvoir leur proposer un accompagnement dédié.

Prévu entre mai 2024 et septembre 2025, le déploiement de ce service prévoit ainsi :

- L'organisation d'une visite à domicile par la responsable d'agence pour recenser les besoins

- Le partage des situations rencontrées en comités techniques avec les partenaires locaux mobilisés (collectivités, Café des Aînés, ...) pour la proposition de plans d'accompagnement
- Pour les plus de 75 ans, une prise en charge technique à travers la ligne téléphonique dédiée, avec l'opérateur Logista Hometech

Le projet est prévu de mai 2024 à septembre 2025.

Article 2 : Engagements des parties

Pas-de-Calais habitat s'engage à utiliser le financement de la Carsat Hauts-de-France conformément à l'objet pour lequel il a été accordé dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit au travail, etc.) étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers. Il s'engage en particulier :

- A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution,
- A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République,
- A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public

Article 2.1. Engagements du bailleur

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Procéder à la mise en place des actions conformément au dossier présenté,
- Prendre en charge le suivi administratif et financier de la mission,
- Mettre en place – autant que possible – les actions en concertation et en coordination avec les autres partenaires à tous niveaux impliqués,
- Produire les justificatifs demandés dans le cadre de cette convention pour les actions menées,
- Faire connaître l'apport financier de la Carsat Hauts-de-France lors de toute communication écrite ou orale relative au projet,
- Restituer qualitativement et quantitativement tous les aspects relatifs à la mission,
- Procéder au pilotage, suivi et évaluation de l'action tel qu'indiqué dans l'article 4 de la présente convention.

En termes de valorisation du partenariat, Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Communiquer à ses partenaires respectifs sur le partenariat mis en place et l'attribution de l'aide financière de la Carsat Hauts-de-France,
- Promouvoir l'image de la Carsat Hauts-de-France en faisant figurer le logo sur les supports de communication utilisés tant que l'intégrité de la charte graphique est respectée,
- Suivre les bonnes pratiques de communication détaillés en annexe de cette convention.

Pas-de-Calais habitat autorise la Carsat Hauts-de-France à diffuser et à promouvoir le projet financé auprès de l'ensemble de ses partenaires et de ses publics par tous les moyens à sa convenance.

Article 2.2. Engagements de la Carsat Hauts de France

La Carsat Hauts-de-France, en s'appuyant sur ladite convention de partenariat, s'engage à :

- Apporter un accompagnement sur la mise en œuvre et le déploiement de l'action aux équipes dans le cadre des comités techniques,
- Favoriser les synergies entre Pas-de-Calais habitat et les partenaires de la Carsat Hauts-de-France sur le territoire concerné dans le cadre du projet,
- Être relais de communication à destination des partenaires et des publics pour la promotion du projet en lien avec Pas-de-Calais habitat.

Article 3. Modalités financières

Article 3.1. Objet et Montant de la subvention

Par décision de la Commission des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 5 octobre 2023, la Carsat Hauts-de-France, par la présente convention, accorde une subvention au bailleur pour la réalisation de ces actions de prévention.

La subvention attribuée au bailleur a exclusivement pour objet les frais de fonctionnement (frais de personnel, petites fournitures, frais correspondants aux interventions des professionnels extérieurs à la structure, etc.).

L'aide financière visée à l'article premier accordée par la Carsat Hauts-de-France au bailleur est fixée à **8328 €** (*HUIT MILLE TROIS CENT VINGT-HUIT EUROS*) au titre du fonctionnement.

Son versement interviendra dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 3.2. Modalités de versement

Le comptable assignataire chargé du paiement de la somme prévue à l'article 3.1 de la présente convention est Madame la Directrice Comptable et Financière.

Les fonds seront versés au compte ouvert au nom Pas-de-Calais habitat dont les coordonnées sont les suivantes :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clef	Domiciliation
Caisse des Dépôts	40031	00001	0000118686F	17	SIEGE SOCIAL

Cette aide sera mise à disposition du partenaire en deux versements à savoir :

- Un versement de **4 996 € (QUATRE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE EUROS)** après signature de la présente convention,
- Le versement du solde, soit **3 332 € (TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE-DEUX EUROS)** sur production de :
 - Le bilan financier du projet financé, signé, daté, revêtu du cachet de la structure et faisant apparaître l'intégralité de la subvention accordée par la Carsat Hauts-de-France,
 - L'évaluation du projet signée et revêtue du cachet de la structure.

Pas-de-Calais habitat doit également être à jour des envois de données quantitatives évoquées à l'article 5.1 et des données du site pourbienvieillir.fr / PPAS évoquées à l'article 6.

Article 4 : Pilotage, suivi et évaluation de l'action

Pour permettre le suivi de l'action financée et démontrer la bonne utilisation de la subvention accordée, Pas-de-Calais habitat s'engage à remettre à la Carsat Hauts-de-France, de manière dématérialisée, des données quantitatives sur les actions mises en place (cf. article 5).

Pas-de-Calais habitat s'engage également à procéder à l'évaluation qualitative de l'action mise en place (modalités de l'action, impact, etc.).

Pas-de-Calais habitat devra remettre à la Carsat Hauts-de-France une évaluation finale sur la mise en œuvre de l'action.

La satisfaction des participants sera également évaluée à l'issue du cycle au moyen d'un questionnaire établi par Pas-de-Calais habitat.

Pas-de-Calais habitat s'engage à donner aux représentants, dûment mandatés par les directeurs de la Carsat Hauts-de-France, toutes facilités pour procéder sur place ou sur pièces à l'examen de l'exécution de la présente convention.

La Carsat Hauts-de-France pourra enquêter – sous forme de rencontres ou de questionnaires – auprès du public bénéficiaire du projet.

Article 5 : Obligation de transmission de documents

Article 5.1. Documents de suivi de l'action

Pour permettre le suivi de l'action financée et démontrer la bonne utilisation de la subvention accordée, le Pas-de-Calais habitat s'engage à remettre à la Carsat Hauts-de-France, de manière dématérialisée, des données quantitatives sur les actions mises en place.

Les données quantitatives seront transmises en respectant les échéances suivantes :

- Le 1er juillet les données des actions mises en place entre le 1er avril et le 30 juin,
- Le 1er octobre les données des actions mises en place entre le 1er juillet et le 30 septembre,
- Le 1er janvier les données des actions mises en place entre le 1er octobre et le 31 décembre,
- Le 1er avril les données des actions mises en place entre le 1er janvier et le 31 mars.

Et ce pendant, toute la durée du projet.

Le tableau détaillé sera envoyé à Pas-de-Calais habitat à la signature de la convention.

Article 5.2. Documents de bilan de l'action

Afin de s'assurer de l'utilisation des fonds conforme à leur destination telle que définie dans la présente convention, et **compte tenu de la fin de l'action prévue au 30 septembre 2025**, Pas-de-Calais habitat s'engage à produire, **en double exemplaire**, à la Carsat Hauts-de-France, **au plus tard le 31 octobre 2025** :

- Le bilan financier du projet financé, signé, daté, revêtu du cachet de la structure et faisant apparaître l'intégralité de la subvention accordée par la Carsat Hauts-de-France,
- L'évaluation du projet signée et revêtue du cachet de la structure.

Pas-de-Calais habitat s'engage également à respecter les échéances liées à la transmission du suivi de projet. En cas de non-respect de ces échéances, aucun versement ne sera effectué.

Article 6 : Pourbienvieillir.fr

Les caisses de retraite (l'Assurance retraite, la Mutualité sociale agricole, la CNRACL, la Sécurité sociale des indépendants) et Santé publique France ont développé le site pourbienvieillir.fr.

www.pourbienvieillir.fr

Ce site a vocation à donner non seulement des conseils aux personnes retraitées pour bien vieillir mais également des informations sur les ateliers de prévention organisés par les Caisses de retraite et leurs partenaires.

Dans le cadre de cette convention, Pas-de-Calais habitat s'engage ainsi à alimenter le site pourbienvieillir.fr via le Portail des partenaires de l'Action sociale (PPAS) que la Carsat Hauts-de-France lui mettra à disposition dès signature de la présente convention.

Pas-de-Calais habitat s'engage ainsi à aller sur le portail PPAS pour donner l'ensemble des informations nécessaires à la publication de l'action sur le site pourbienvieillir (Description, zone géographique, calendriers, etc.) et à veiller à l'actualisation de l'ensemble des informations si besoin.

Article 7 : Résiliation et non-respect de la présente convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La Carsat Hauts-de-France se réserve le droit de demander restitution de tout ou partie des subventions versées, pour les motifs suivants :

- En cas de non-respect de l'une des dispositions de la présente convention, notamment de l'emploi de la subvention pour un autre objet que celui prévu, ou d'une utilisation partielle de la subvention,
- Si l'évaluation ne répond pas aux engagements précités dans la convention ;
- Si les justificatifs mentionnés dans la présente convention font apparaître un besoin de financement inférieur à celui initialement prévu,

- En cas de non-respect des échéances liées à la transmission des données quantitatives et qualitatives.

Article 8 – Responsabilités - assurances

Les activités de Pas-de-Calais habitat sont placées sous sa responsabilité exclusive.

Pas-de-Calais habitat devra souscrire tout contrat d'assurance de façon que la responsabilité de la Carsat Hauts-de-France ne puisse être recherchée ni engagée.

Pas-de-Calais habitat devra avoir la capacité de produire à tout moment à la Carsat Hauts-de-France les attestations d'assurances correspondantes.

Article 9 : Durée et formalités de la convention

Pour l'application des stipulations présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile au siège de la Carsat Hauts-de-France, lequel domicile sera attributif de juridiction.

Pas-de-Calais habitat s'engage à procéder à la mise en place des actions de prévention à partir d'octobre 2024.

L'action devra être terminée en tout état de cause pour le 30 septembre 2025.

La convention, quant à elle, débutera dès sa signature et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2025 afin de permettre l'évaluation de l'action par la Carsat Hauts-de-France et la clôture des modalités financières.

Pour être valable, trois exemplaires de la convention doivent être retournés, paraphés et signés.

Article 10 : Protection des données à caractère personnel

Les parties se conforment au règlement général sur la protection des données (RGPD – règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et à la loi Informatique et Libertés modifiée (n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

La coresponsabilité implique l'établissement d'un accord de responsabilité distincte de traitement annexé à cette convention.

Les parties conviennent que la responsabilité de chacune pourra être engagée en cas de préjudice résultant d'une violation des dispositions relatives à la protection des données, qu'elles qu'en soient la nature et le montant.

Article 11 : Règlement des différends

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de la convention ou dont la convention fait l'objet sera soumis à la juridiction compétente.

Fait en triple exemplaire

A Villeneuve d'Ascq, le _____ ,

Pour Pas-de-Calais habitat

Le Directeur Général

Pour la Carsat Hauts de France

La Directrice Adjointe Maladie

Bruno FONTALIRAND



ANNEXE 1 : BIEN COMMUNIQUER EN PRATIQUE

Sur les réseaux sociaux

Notre organisme est présent sur LinkedIn et Twitter. Il vous revient de mentionner la Carsat Hauts-de-France lors de vos publications en utilisant @Carsat Hauts-de-France et d'indiquer l'apport de la Carsat sur votre projet de manière précise.

Auprès des journalistes

Lors d'une prise de parole auprès de la presse, il vous revient :

- D'avertir la Carsat Hauts-de-France de vos actions de communication (inaugurations, conférences et communiqués de presse, interviews...) sous un délai raisonnable
- De solliciter la validation des supports par la Carsat Hauts-de-France (respect de la charte graphique, respect des modalités de valorisation du partenariat...)
- De solliciter la Carsat Hauts-de-France pour une éventuelle prise de parole conjointe (Le cas échéant, pour une représentation officielle lors de votre évènement).

ANNEXE 1 : Accord de responsabilité distincte de traitement

Dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, chaque Partie peut être amenée à transmettre à l'autre Partie des données à caractère personnel relatives aux locataires pour les seuls besoins de leurs missions dévolus à l'article 1 de la Convention.

A compter de la transmission des données à l'autre Partie pour les besoins précités, chaque Partie pourra traiter ces dernières sous sa responsabilité et agira en conséquence comme seul responsable de traitement au sens de l'article 4 du Règlement UE 2016/679.

A ce titre, chaque Partie s'engage notamment à :

- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données à caractère personnel relatives aux locataires qui lui sont transmises par l'autre Partie adapté au risque ;
- Ne pas transférer les données à caractère personnel relatives aux locataires qui lui sont transmises par l'autre Partie hors de l'Union Européenne ;
- S'assurer que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel relatives aux locataires qui lui sont transmises par l'autre Partie s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Prendre les mesures appropriées pour fournir toute information aux locataires lors de la collecte des données les concernant, et faciliter l'exercice de leurs droits.

La CARSAT Hauts-de-France s'engage par ailleurs à fournir à Pas-de-Calais habitat sur simple demande et à tout moment, toutes les informations permettant de démontrer le respect des obligations mises à sa charge par le présent article 10 et par toute réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel relatives aux locataires.

Pas-de-Calais habitat garantit la CARSAT Hauts-de-France contre toute réglementation ou action exercée contre lui en raison d'un manquement au présent Article 10, et plus généralement à toute réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel relatives aux locataires, et/ou d'une violation des données à caractère personnel relatives aux locataires, et/ou contre toute condamnation ou sanction prononcée contre Pas-de-Calais habitat à ce titre.

Il est expressément précisé que, par exception à ce qui précède, la CARSAT Hauts-de-France est libre de mettre en œuvre tout traitement de données à caractère personnel relatives aux locataires qui lui seraient transmises par Pas-de-Calais habitat pour d'autres finalités que l'exécution des missions qui lui sont dévolues, le cas échéant sous sa seule responsabilité.